



Les personnes en situation d'extrême pauvreté, partenaire absent des Objectifs du Millénaire

A cause de la crise, environ 100 millions de personnes, à travers le monde, se sont ajoutées à celles qui vivaient déjà dans la misère.

Au cours des 20 dernières années, les pays riches et émergents ont bénéficié d'une croissance économique très inégalitaire qui a davantage profité aux catégories favorisées qu'aux populations vivant dans la pauvreté. La persistance de la misère est une question dans tous les pays du monde, car elle met en échec nos modes de développement et d'organisation.

Pour délivrer l'humanité de la misère, « phénomène abject et déshumanisant » et atteindre les Objectifs du Millénaire adoptés par 189 chefs d'Etat et de gouvernement en septembre 2000, la lutte contre la pauvreté ne doit pas être laissée en marge des grandes questions mondiales.

De nouveaux partenariats doivent être établis entre tous les acteurs, basés sur la réciprocité et l'égalité et non sur la dépendance ou les rapports de force.

La place des personnes les plus démunies doit être reconnue comme critère de cohérence des politiques publiques.

Malgré le mépris dont elles sont souvent victimes, elles sont les premières à résister à leur situation et sont donc des acteurs avec une expérience et des savoirs indispensables pour créer un développement solidaire.

Il importe de les considérer comme des partenaires dans les défis d'aujourd'hui : croissance inclusive, accès au travail décent et à des services de qualité, changement climatique, construction de la paix et partage des connaissances.

*Nina Lim-Yuson
Présidente*

*Eugen Brand
Délégué général*

Quatre lignes d'action pour atteindre les Objectifs du Millénaire

Atteindre les personnes en situation d'extrême pauvreté et n'oublier personne

Les politiques doivent accorder une priorité aux plus vulnérables afin qu'une *diminution de l'étendue* de l'extrême pauvreté ne soit pas obtenue au prix d'un *accroissement de son intensité*, ce qui laisserait entier le problème de l'éradication de la misère. En effet, l'expérience montre que les politiques qui commencent par les populations les plus dynamiques et proches des seuils de pauvreté n'atteignent jamais le noyau dur de la misère.

Accès de tous aux droits de l'homme

Le Conseil des droits de l'homme est en train d'examiner un projet de principes directeurs sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme (Résolution A/HRC/RES/12/19 sept. 2009). Dans l'esprit de ces principes directeurs, les OMD devraient être basés sur les droits de l'homme afin de pouvoir identifier ceux qui n'y ont pas accès actuellement à cause de l'extrême pauvreté et afin de promouvoir l'accès effectif aux droits pour tous.

Assurer la participation de tous

Les personnes en situation d'exclusion ont une contribution essentielle à apporter. Souvent sans état civil, mal représentées politiquement, il est indispensable de promouvoir, avec elles, de nouvelles formes de gouvernance et de participation, aux niveaux local, national et international.

Evaluer l'impact des OMD avec les populations

Il devrait être obligatoire pour les bailleurs de fonds et les Etats d'interroger les populations défavorisées sur les bénéfices qu'elles tirent des politiques de développement, car les taux de croissance et les indicateurs quantitatifs ne sont pas suffisants pour savoir ce qu'elles ont gagné en liberté et en égale dignité ou ce qu'elles ont perdu.

Mobilisons-nous et demandons à nos gouvernements d'agir

Rejoignez le courant de celles et ceux qui refusent la misère à travers le monde et ont signé

L'Appel à s'unir pour un monde sans misère

<http://www.atd-quartmonde.org/signer-declaration-solidarite.html>

Contact: New York: 1-212-228-13-39 Genève: 41-22-344-41-15 e-mail : atdint@atd-quartmonde.org

Faute d'être réfléchis et préparés en tenant compte de la situation et des besoins particuliers de quartiers très défavorisés, de nombreux programmes excluent bien des familles en grande difficultés alors même qu'elles en sont officiellement la cible.

Par exemple, un mois après le séisme, aucune aide internationale n'était parvenue aux habitants des quartiers de Grande Ravine à Port-au-Prince. Les habitants de cette zone (15-20 000 habitants) s'étaient débrouillés seuls pour sortir les survivants blessés des décombres, enterrer les morts et survivre malgré tout en partageant la nourriture et les abris qu'ils avaient ou obtenaient tant bien que mal en se déplaçant en ville. Leurs conditions de vie étaient devenues encore plus précaires après le 12 janvier.

Si l'aide ne leur parvient pas, c'est parce que le quartier est très isolé. Les routes et chemins carrossables s'arrêtent en bas du quartier, construit illégalement le long de ravines, sur le flanc des collines. Comme d'autres lieux de grande pauvreté isolés, il est invisible aux yeux de nombreux acteurs de la solidarité internationale qui ont déjà tant à faire dans les lieux visibles et connus.

Institutions et organisations sont tenues d'atteindre des objectifs chiffrés (distribuer tant de dizaines de milliers de kits, de rations ou de tentes dans un laps de temps court et défini). Ces objectifs quantitatifs demandent de gros moyens logistiques peu adaptés au terrain et aux réalités sociologiques de tels quartiers où il est très difficile d'avoir une vision précise du nombre d'habitants, de la composition des familles et aussi de s'appuyer sur des leaders locaux fiables.

Les habitants des quartiers défavorisés attendent d'être consultés. Nos sociétés ont tort de se priver de leur expérience et de leur pensée, car ils peuvent nous aider à trouver les chemins d'un développement qui cherche vraiment à éradiquer la grande pauvreté et assurer un avenir pour tous.

Dans le cadre de la consultation « Une voix pour le peuple » sur la reconstruction et l'avenir du pays, une cinquantaine d'habitants du quartier ont élaboré le document « Haïti demain » pour faire entendre la voix du peuple haïtien à la conférence des pays donateurs qui a eu lieu à New York fin mars.

C'est avec beaucoup de force que ces habitants expriment leur conviction qu'Haïti peut se remettre debout et qu'il y a pour cela quelques conditions indispensables :

- que la solidarité vécue au moment du séisme se prolonge et entraîne un changement de mentalité chez tous les Haïtiens ;
- que l'aide internationale continue, mais laisse les Haïtiens en première ligne de la reconstruction ;
- que l'Etat haïtien prenne toute sa place et exerce son autorité en défendant les intérêts de tous ;
- que tous soient pris en compte, en allant jusqu'à ceux qui sont le plus en bas, les plus isolés.

Ils insistent aussi sur l'importance de donner toute la place à la jeunesse dans cette reconstruction - les jeunes défavorisés comme ceux qui fréquentent l'université - et sur leur volonté d'y apporter leur contribution.

S'engager dans des projets centrés sur la valeur de la personne humaine : une pédagogie du non abandon

« Il y a deux ans, aucun de nous n'avait touché à un ordinateur, certains de nous n'en avaient même jamais vu. Nous avons soif de ressembler à tous les autres jeunes. Mais, nous avons dû quitter l'école à cause de nos difficultés. Des années durant, nous avons erré, ne sachant quoi faire.

Maintenant, notre but est de réussir. Nous voulons relever la tête, car nos familles vivent encore dans le besoin. Certains doivent trier les ordures, d'autres doivent chercher de l'eau ou trouver à manger.

Avant, beaucoup d'entre nous avaient honte, mais aujourd'hui, nous osons discuter avec les gens et exposer nos idées. Nous avons appris à étudier. Nous voulons nous en sortir.

Dans la société, des gens nous démoralisent, ne croient pas en notre capacité et disent que les pauvres et les malpropres ne sont pas dignes d'apprendre l'informatique.

Nous sommes heureux de pouvoir leur prouver qu'ils ont tort. Notre vie a un avenir, maintenant. »

*Témoignage d'un délégué d'un groupe de 40 jeunes en formation informatique dans le projet
« Travailler et apprendre Ensemble » « Miasa Mianatra Miaraka » à Antananarivo*

ATD Quart Monde a signé la **Lettre Ouverte au Secrétaire Général des Nations Unies
Ban Ki-moon en réponse à son rapport intitulé « Tenir les engagements pris »**

http://www.un-ngls.org/IMG/pdf_French.pdf

Voir les informations de la Campagne du Millénaire pour chaque région

<http://www.endpoverty2015.org/en/countries>